

Mardi, le 14 mai 2019

CONFERENCE DE PRESSE
avec les candidat.e.s aux élections européennes
2019 :
Sandrine Gashonga, Antoni Montserrat Moliner
et Gary Diderich

Nous partons d'un constat général:

« L'Union européenne est en crise. »

Il s'agit d'une crise démocratique et institutionnelle dont les répercussions négatives sont sociales, économiques, écologiques et humanitaires.

Dans tous les pays de l'UE, les inégalités sociales montent, l'écart entre riches et pauvres se creuse, les conséquences du changement climatique frappent d'abord les femmes et les plus démunis, alors qu'ils en sont le moins responsables. Alors que l'Europe est présentée comme un havre de paix, les conflits armés internationaux se multiplient avec le soutien des pays européens participant à la course à l'armement imposée par la politique de l'OTAN. Ces guerres menées en dehors des frontières de l'Union se soldent par des fuites forcées de centaines de milliers de personnes cherchant refuge dans les pays de la communauté européenne.

L'ambiance est tendue, les populations sont de plus en plus fragilisées.

1. Les profiteurs de la crise

Tout cela profite à une minorité puissante d'acteurs politiques et économiques – Hommes et femmes de la droite libérale et de l'extrême-droite marchent main dans la main avec les actionnaires, PDG et lobbyistes des grandes entreprises de la filière carbone, de l'agrobusiness, du complexe militaro-industriel et enfin de l'industrie pharmaceutique.

Ce sont eux qui gouvernent l'UE et ce sont eux qui divisent les populations pour mieux régner.

Rien ne profite mieux à l'extrême-droite que la misère sociale et la mise en concurrence entre les populations.

2. L'ennemi commun

Il ne faut pas se tromper d'ennemi ! L'accumulation des déceptions politiques a pu dérouter beaucoup de personnes. Sur fond de politiques d'austérité, de crise financière, de montée du chômage, les citoyen.n.e.s de l'UE se méfient de plus en plus de l'arrivée des migrants.

Faute de pouvoir dénoncer l'ennemi commun - c'est-à-dire les politiques en faveur de l'accumulation des profits par les riches et puissants - les expressions xénophobes et racistes se font entendre de plus en plus fortement dans les urnes et dans la rue.

3. Démanteler les faux « beaux discours »

Les gens tournent le dos à la politique européenne. Le sujet ne passionne guère et durant cette campagne électorale on se rend compte à quel point le défaitisme et la déception politique sont présents chez les gens : « ça ne sert à rien de voter » – « rien ne changera jamais ».

On ne peut pas vraiment le leur reprocher. Quelque part nous disons également que l'UE est conçue pour les multinationales et les super-riches et que ce sont eux qui décident de nos vies et de notre avenir dans leur course effrénée au profit. Qu'on se le dise, il n'existe pas de fatalité. Il est important de se rendre compte des dysfonctionnements de l'UE, et d'en défendre et renforcer les mesures et outils existantes pour le progrès social. Nous croyons en la capacité de changement de cette situation en retenant les mesures directement en lien avec une Europe démocratique et pacifique

Tout d'abord il est primordial d'expliquer aux gens (a) *ce que L'Union européenne est vraiment*, pour ensuite dire (b) *ce qu'elle pourrait et devrait être*.

a. Ce que l'UE est vraiment

❖ « L'Union Européenne n'est pas un havre de paix »

L'un des arguments mis en avant par les pères fondateurs (il s'agissait effectivement que d'hommes) de l'UE pour entamer le projet de construction européenne, était la garantie et le maintien de la paix et de la stabilité au sein de l'UE. C'est un objectif noble que nous soutenons évidemment, mais qui masque le fait que le projet d'intégration européenne repose aussi sur des bases économiques néo-libérales. Avant d'être une union de la paix, l'UE a été conçue comme une union d'industriels, une union économique sur le modèle de la concurrence et du libre-échange.

Si les pays membres de l'UE vivent actuellement en paix, certains ne peuvent pas être considérés comme des pays pacifistes. Dans le sens où 7 pays européens, la France en tête, font partie des 10 plus gros pays exportateurs d'armes dans le monde. De la même manière, l'augmentation des budgets pour l'armement et la militarisation, mettent sérieusement en doute l'idée d'une union pacifique. Au Luxembourg, le budget augmente chaque année de 40 millions d'euros depuis 2016 pour atteindre 365 millions d'euros aujourd'hui et 410 millions projetées pour 2020. Cela dépasse le budget actuellement alloué au logement, malgré la pénurie en logements abordables. Il faut absolument limiter les dépenses militaires au minimum nécessaire pour une politique purement défensive. Le projet de créer une armée européenne, projet à vocation offensive (Fonds européen de défense, PESCO), doit être empêché. Il faut refuser l'idéologie de la « Puissance Europe ».

Plus de revendications issues de notre programme électoral :

« Il faut coopérer de manière solidaires plutôt que de miser sur la militarisation » et donc...

- s'opposer à la participation de l'Union européenne aux interventions militaires à l'étranger sans mandat légitime de l'ONU ;
- viser le démantèlement de l'OTAN et pour y parvenir, promouvoir la sortie des pays européens de cette alliance.
- s'opposer à l'installation de nouveaux missiles nucléaires en Europe et s'engager en faveur de la dénucléarisation totale du continent ; (Campagne ICAN)

- œuvrer à un système de sécurité collective en Europe, mettre en valeur le rôle que l'ONU peut jouer pour un règlement pacifique et négocié des conflits;
- démanteler le complexe militaro-industriel européen qui fait des bénéfices sur la guerre et la misère;
- interdire les ventes d'armes aux pays belligérants et aux régimes qui ne respectent pas les droits humains;

❖ « L'Union européenne n'est plus sans frontières »

L'ouverture des frontières au sein de la communauté européenne garantie par les accords de Schengen, est aujourd'hui remise en cause. Si la libre circulation vaut toujours pour les marchandises et les capitaux, elle ne s'applique plus à la circulation des êtres humains en détresse.

Il faut cesser de traiter la question des migrations comme un problème de sécurité et rompre avec l'idéologie de la « Forteresse Europe ». Une directive récemment votée au Parlement européen par la majorité de la droite et des libéraux, accorde à l'agence de sécurité des frontières FRONTEX un pouvoir sans précédent, par l'allocation d'un budget de 11,3 milliards d'euros de 2021 à 2027, et un renforcement des agents de 70 en 2016 à 10 000 jusqu'en 2027. Il faut dissoudre cette agence et allouer ce budget à la mise en place d'une politique d'accueil respectueuse des droits humains ainsi que dans des mesures permettant de combattre les inégalités sociales et économiques dans les pays d'accueil des réfugié.e.s. Durant les cinq dernières années, 18 297 personnes ont péri en mer Méditerranée. La Commission européenne peut clairement être tenue responsable pour ces décès, notamment en suspendant des missions de sauvetage en mer (Mission Sophia) et en criminalisant les membres d'ONG venant au secours de migrants en détresse. Sauver des vies ne peut pas être un crime.

Plus de revendications issues de notre programme électoral :

« Il n'y a pas de crise des migrants, mais une crise de l'accueil des migrants ». Il faut donc...

- mettre en place des couloirs humanitaires afin de garantir aux réfugiés des voies d'accès sûres en Europe;
- redéployer les forces navales des pays de l'Union pour les aider ;
- protéger les membres des ONG secourant les migrants en détresse en Méditerranée.
- défendre le statut de réfugié.e ; fermer les centres de rétention, ouvrir des centres de réception pour traiter rapidement des demandes d'asile;
- veiller à ce que toutes les procédures d'asile soient conformes aux enjeux de genre et concernant les personnes LGBTIQ*, particulièrement en mettant en place des centres de coordination chargés de coordonner l'intégration de la dimension du genre ;
- défendre le droit au regroupement familial pour ceux et celles qui obtiennent un statut de réfugié ;
- s'opposer aux déportations forcées, surtout vers des pays qualifiés abusivement de « sûrs » (Afghanistan, Iraq...);
- abroger les accords de Dublin qui font porter la responsabilité pour les migrants aux pays comme l'Italie, la Grèce et l'Espagne; les remplacer par une répartition équitable des réfugié.e.s entre les pays de l'UE.

❖ « L'Union européenne n'est plus à l'abri du fascisme »

La récupération par l'extrême-droite des colères citoyenn.e.s provoquées par l'abandon du projet de construction d'une Europe pacifique, solidaire et sociale, est un réel danger pour l'Etat de droit européen. S'il faut combattre l'extrême-droite cela ne va pas sans une redistribution du pouvoir parmi les institutions européennes ainsi que d'une reformulation des traités et bien sûr d'une nouvelle configuration politique au sein du Parlement européen.

La libéralisation des services publics et la financiarisation de l'économie sous-jacente, entraînent une dépendance des décideurs politiques vis-à-vis du monde de l'entreprise et de leurs lobbies. Certains règlements, comme le règlement REACH, permettent de faire obstacle à l'ingérence des multinationales et de leurs représentants.

Plus de revendications issues de notre programme électoral :

« Il faut reconstruire l'Union européenne, en coopérant du bas vers le haut » Cela veut dire que...

- Les autres institutions de l'Union, en particulier la Commission et le Conseil, ne sauraient agir qu'en fonction des orientations fixées par le Parlement européen et les Parlements nationaux ;
- De même, ni la Commission ni le Conseil ne sauraient entraver les Parlements dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle
- Des pratiques antidémocratiques comme l'imposition de mesures d'austérité par la « Troïka » (Commission, Banque Centrale européenne et Fonds monétaire international) et par les ministres de finance de la zone euro dans le cadre du Mécanisme européen de stabilité doivent cesser
- Il faut Renforcer la participation directe des citoyen.ne.s à l'élaboration de règles européennes avec le concours indispensable de la Commission européenne.
- De même, le recours au référendum à la suite d'un débat public pluraliste et contradictoire doit être encouragé avant l'adoption de tout traité majeur par l'Union et ses États membres.
- Il faut élargir la citoyenneté européenne en permettant en principe aux résident.e.s, qu'ilssoient citoyen.ne.s de l'Union ou ressortissant.e.s de pays tiers, de s'exprimer politiquement lors de toutes les élections et de bénéficier des autres droits et libertés garantis aux ressortissant.e.s des États membres.
- Il faut redéfinir la répartition entre compétences de l'Union et compétences nationales dans le sens d'une très forte décentralisation, au moyen d'une interprétation extensive du principe de subsidiarité
- Il faut un renforcement de la coopération transnationale dans les régions frontalières.
- Il faut garantir les droits des individus soumis au droit de l'Union, en particulier en soumettant les institutions de l'Union – y compris la Cour de Justice – au contrôle juridictionnel de la Cour européenne des droits de l'homme.
- Il faut élargir le principe de non-discrimination à l'interdiction de toute discrimination basée sur l'identité sexuelle et en garantissant le droit à l'accès universel aux soins de santé et à l'avortement au sein de tous les États membres de l'Union.
- Il faut ratifier et mettre en œuvre la Convention du Conseil de l'Europe relative à la prévention et à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et contre la violence domestique introduisant des règles obligatoires et normalisées dans tous les États membres